

**Nations unies - Situation au Sud  
Liban - Intervention du  
représentant permanent de la  
France auprès des Nations unies -  
Conseil de sécurité**  
(New York, 19 décembre 2018)

Monsieur le Président,

Je remercie Jean-Pierre Lacroix pour son exposé très éclairant sur les dernières évolutions de la situation le long de la Ligne bleue. Je souhaite aussi saluer d'emblée le travail remarquable des personnels de la FINUL, qui ont fait preuve d'une réactivité exemplaire ces derniers jours et ont permis de maintenir le calme le long de la Ligne bleue. C'est la réalité et cela doit être dit.

Monsieur le Président,

1/ Je souhaite exprimer à nouveau nos vives préoccupations après la découverte par les forces armées israéliennes de tunnels pénétrant dans le territoire israélien, creusés par le Hezbollah depuis le Liban et dont l'existence est confirmée par la FINUL. Nous l'avons dit sans la moindre ambiguïté, nous le répétons aujourd'hui : ces tunnels constituent une claire violation de la résolution 1701, qui prévoit la cessation des hostilités le long de la Ligne bleue entre le Liban et Israël. Ces activités doivent cesser.

Nous avons fait part de notre inquiétude aux autorités libanaises et appelons l'ensemble des parties à faire preuve de la plus grande prudence et retenue. C'est un impératif, surtout dans un contexte où le risque d'escalade, y compris résultant de malentendus, de mauvaises interprétations et d'erreurs de calcul et d'anticipation, est élevé. Le maintien du calme le long de la ligne bleue, pour lequel la FINUL oeuvre quotidiennement, reste essentiel pour l'ensemble de la région. Il est donc crucial que les deux parties respectent l'ensemble des dispositions de la résolution 1701 et s'abstiennent de toute provocation.

Monsieur le Président,

Le président Aoun a annoncé que les autorités libanaises avaient pris la mesure de la gravité de la situation et étaient disposées à y répondre de manière appropriée. Nous les encourageons à poursuivre dans cette voie et à veiller à ce que les Forces armées libanaises puissent faire le nécessaire sur deux points :

- d'une part, pour conduire les investigations appropriées en lien avec la FINUL, à la suite de

la découverte des tunnels ;

- d'autre part, pour maintenir le calme et éviter tout débordement le long de la Ligne bleue.

2/ Je souhaite - ce sera mon deuxième point - revenir sur la réactivité et les efforts déployés par la FINUL depuis le 4 décembre pour faire toute la lumière, de manière indépendante, sur cette affaire.

La Force s'est immédiatement mobilisée à la suite des révélations israéliennes. Elle a effectué des vérifications en toute indépendance, ce qui rend incontestables ses déclarations sur les violations avérées de la résolution 1701 et confirment leur crédibilité. Je souhaiterais à cet égard saluer le professionnalisme du Chef de Mission, le général Del Col, qui a su se montrer à la hauteur de ses responsabilités, tout en conservant la confiance de l'ensemble des parties.

La FINUL a mis en place des mesures de suivi pour établir formellement la trajectoire empruntée par les tunnels et, Jean-Pierre Lacroix nous l'a redit, elle se tient prête à utiliser toutes les prérogatives dont elle dispose, dans le strict respect bien sûr de son mandat.

Nous appelons les autorités libanaises et israéliennes à poursuivre leur étroite collaboration avec la Force et leur dialogue, notamment dans le cadre des réunions tripartites qui jouent un rôle essentiel pour prévenir toute escalade sur le terrain. Il est également important, je l'ai dit, que l'armée libanaise puisse, avec le soutien de la FINUL, se rendre sur site.

3/ Dans ce contexte, et j'en terminerai par ce point, la formation rapide d'un gouvernement libanais d'union nationale équilibré revêt une importance essentielle, dans un contexte régional dégradé, afin de parachever la remise en marche des institutions, de conduire les réformes nécessaires et de permettre le renforcement de l'Etat libanais. Les événements récents en soulignent la nécessité impérieuse.

Dans ce contexte, nous saluons les efforts entrepris par le Premier ministre Saad Hariri pour mener cette tâche à bien et nous encourageons toutes les parties libanaises à oeuvrer dans le sens du compromis. Nous renouvelons l'attachement de la France au respect par ce futur gouvernement des engagements pris par les autorités libanaises en faveur de la mise en oeuvre des résolutions 1559 et 1701 de ce Conseil, ainsi que de la politique de dissociation. La dissociation du Liban des conflits régionaux et la non-ingérence dans ses affaires internes sont essentielles en effet à sa stabilité. Nous encourageons également le Liban à relancer sa stratégie de défense nationale, conformément aux déclarations du Président Aoun. Enfin, il est important que ce gouvernement se consacre aux réformes dont le Liban a besoin et que les Libanais attendent, en particulier sur le plan économique.

Nous continuerons à soutenir les Forces armées libanaises, à travers notre contingent au sein de la FINUL bien sûr, ainsi que dans le cadre des annonces faites lors de la conférence de Rome II. Nous resterons par ailleurs totalement engagés en faveur de la stabilité du Liban à travers notre soutien économique à la suite de la conférence CEDRE du 6 avril dernier.

Face à cette situation, notre réponse doit être double : dans l'immédiat, assurer le calme et faire la lumière sur ces tunnels, à travers la coopération des autorités libanaises avec la FINUL pour continuer le travail d'enquête; poursuivre à plus long terme, avec nos partenaires internationaux, notre soutien aux Forces armées libanaises et à l'Etat libanais, pour leur permettre de répondre à l'enjeu essentiel que représente le contrôle de l'ensemble du territoire libanais et la stabilisation de la Ligne bleue.

Il est essentiel, Monsieur le Président et chers amis, que le Conseil reste uni pour contribuer à ces deux objectifs. Vous pouvez compter, vous le savez, sur l'engagement résolu de la France en ce sens./.